

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 998

[2007/200544]

12 JANVIER 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds pour l'année 2007

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française, notamment l'article 4 et l'article 18, § 1^{er}, 3^o, tels que modifiés par le décret-programme du 15 décembre 2006 portant diverses mesures concernant les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, les financements des universités et des hautes écoles, les subsides sociaux des hautes écoles et des écoles supérieures des arts, les fonds budgétaires, la garantie octroyée par la Communauté française aux produits financiers de la RTBF et le Fonds Ecureuil de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 décembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2006;

Vu l'urgence motivée sur pied des éléments suivants :

Confrontés à des difficultés de trésorerie, plusieurs opérateurs culturels ont recours à l'emprunt bancaire. Cet emprunt est généralement garanti par une lettre d'escompte de subventions promises ou par une attestation fournie par l'Administration après signature des arrêtés de subvention.

En préfinançant dans les premiers jours de l'année et sans intérêts la première tranche inconditionnelle de la subvention accordée par la Communauté française, le Fonds Ecureuil de la Communauté française permettra de réduire la charge des intérêts bancaires pour les opérateurs répondant aux conditions fixées par le Gouvernement.

Les opérateurs concernés pourront ainsi disposer des montants correspondant aux charges d'intérêts économisées, pour la poursuite de leur mission culturelle.

Afin de ne pas perdre le bénéfice de ce mécanisme pour l'année 2007, il est indispensable que le Gouvernement détermine dans les plus brefs délais les cas dans lesquels le fonds versera des avances.

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 42.012/2, donné le 29 décembre 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la décision du Gouvernement du 15 septembre 2006 relative au Fonds d'avances des subventions pour les opérateurs culturels sous contrat avec la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre ayant le Budget dans ses attributions et du Ministre ayant la Culture dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année 2007, le Fonds Ecureuil octroie des avances de fonds, au plus tard le 19 janvier 2007, au demandeur répondant aux conditions suivantes :

1^o être reconnu conformément au décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène;

2^o bénéficiaire au minimum d'un accord de principe donné par le Ministre ayant la Culture dans ses attributions pour un contrat-programme, une convention ou un agrément couvrant l'année civile 2007;

3^o ne bénéficiaire d'aucune subvention de la Communauté française donnée en garantie quelconque à un tiers;

4^o ne pas être partie à une procédure contentieuse qui peut avoir pour aboutissement le versement de la subvention octroyée par la Communauté française ou l'attribution de son montant à un tiers;

5^o déclarer sur l'honneur respecter les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, du présent article, au moment de l'introduction de la demande;

6° avoir dûment complété et introduit auprès du Ministère de la Communauté française, le 20 octobre 2006 au plus tard, le formulaire conforme au modèle joint en annexe du présent arrêté, diffusé dans le secteur des Arts de la Scène et proposé en ligne sur le site internet du Service général des Arts de la Scène (<http://www.artscene.cfwb.be>).

Les Services du Gouvernement de la Communauté française vérifient le respect de ces conditions.

Art. 2. Les avances octroyées par le Fonds Ecureuil couvrent uniquement la première tranche annuelle inconditionnelle de la subvention de la Communauté française, non indexée, dont bénéficie le demandeur pour l'année budgétaire 2007.

Les avances sont octroyées par le Fonds Ecureuil dans la limite des ressources dont il dispose au 31 décembre 2006.

Art. 3. Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions indique au Fonds Ecureuil, le 15 janvier 2007 au plus tard, sur base d'une liste détaillée, les bénéficiaires de l'avance et le montant de celle-ci pour chacun d'eux.

Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions soumet préalablement cette liste à l'avis de l'Inspection des Finances.

Art. 4. La Communauté française rembourse au Fonds Ecureuil les avances octroyées aux bénéficiaires lui indiqués et les intérêts qu'elles génèrent.

La Communauté française effectue, concomitamment et au plus tard le 31 décembre 2007, le remboursement :

1° de l'avance, au moyen de la subvention revenant au bénéficiaire à la suite du contrôle administratif et budgétaire, par imputation du montant de l'avance sur la division organique 21 du budget général des dépenses;

2° des intérêts générés par l'avance, par imputation de leur montant sur la division organique 85 du budget général des dépenses.

Art. 5. Les intérêts générés par les avances octroyées par le Fonds Ecureuil sont calculés sur base de la formule suivante :

$$\text{Montant de la subvention} \times \text{Taux} \times \frac{\text{Nombre de jours}}{360}$$

Le « Montant de la subvention » est celui déterminé sur base de l'article 2, alinéa 1^{er}, du présent arrêté.

Le « Taux » est le taux interbancaire de référence (Euribor base 360) fixé deux jours ouvrables avant le début de l'avance; correspondant à la durée effective de l'avance; déterminé par interpolation s'il échet; limité à 3 décimales; auquel une marge de 0,06 % est retirée.

Le « Nombre de jours » est le nombre de jours effectif de l'avance octroyée.

Art. 6. Le Gouvernement évaluera le présent dispositif pour le 31 décembre 2007.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2006.

Art. 8. Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions et le Ministre ayant la Culture dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 janvier 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Mme M. ARENA,
Ministre-Présidente

Michel DAERDEN,
Ministre du Budget et des Finances

Mme F. LAANAN,
Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Fonds d'avances des subventions

Formulaire de demande à renvoyer avant le 20 octobre 2006

Le soussigné,

Dénomination de l'organisme :
Adresse :
Dénomination du mandataire habilité :
Compte bancaire :
Secteur des Arts de la Scène dont vous relevez :
Nature du contrat (contrat-programme, convention, agrément) :
Période couverte par le contrat :

- déclare ne pas avoir escompté sa subvention 2007 et ne pas être frappé d'une procédure en contentieux qui sera en cours au 31 décembre 2006,
- transmet en pièce jointe les comptes établis à la date de clôture la plus récente,
- transmet en pièce jointe le projet de budget 2007, si celui-ci est requis par son contrat-programme ou sa convention pour le versement de la première tranche de sa subvention;
- désire qu'un montant équivalent à la 1^{ère} tranche de la subvention contractuelle 2007 lui soit avancé par le Fonds Ecureuil dès janvier 2007,
- accepte que le Fonds Ecureuil soit remboursé directement par la Communauté française, par prélèvement sur sa subvention contractuelle,
- s'engage à ne pas procéder à une mise en gage, un escompte, un nantissement, ou toutes autres procédures ayant pour objet d'anticiper la perception de sa 1^{ère} tranche de subvention 2007, si une avance de fonds provenant du Fonds Ecureuil lui est accordée.

Indiquer « Lu et approuvé »

Signature du ou des mandataires :

Qualité du ou des mandataires :

Date :

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 998

[2007/200544]

12 JANUARI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de gevallen waarin het « Fonds Ecureuil » geldvoorschotten voor het jaar 2007 kan toekennen.

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 4 en artikel 18, § 1, 3°, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 15 december 2006 houdende diverse maatregelen betreffende de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de Schoolgebouwen, de financiering van de universiteiten en van de hogescholen, de sociale subsidies van de hogescholen en de hogere kunstscholen, de kegrotingsfondsen, de waarborg verleend door de Franse Gemeenschap voor de financiële producten van de « RTBF » en het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 december 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 22 december 2006;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd op basis van de volgende elementen :

De verschillende culturele operators die geconfronteerd worden met onvoldoende geldmiddelen, kunnen een banklening aangaan. Deze lening wordt meestal gewaarborgd door een discontobrief van de beloofde subsidies of door een getuigschrift afgeleverd door het bestuur na ondertekening van de subsidiebesluiten;

Door de voorfinanciering van het door de Franse Gemeenschap toegekende eerste onvoorwaardelijke schijf van de subsidie tijdens de eerste dagen en zonder rentevoeten, zal het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap het mogelijk maken om de laste van de bankinteressen te verminderen voor de operators die aan de voorwaarden bepaald door de Regering beantwoorden;

De betrokken operators kunnen dus over bedragen beschikken die overeenstemmen met de bespaarde interestlasten voor het vervolg van de culturele opdracht.

Om het voordeel van dit mechanisme voor het jaar 2007 niet te verliezen is het noodzakelijk dat de Regering zo vlug mogelijk de gevallen bepaalt waarin het Fonds voorschotten zal storten.

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 42.012/2, gegeven op 29 december 2006 met toepassing van artikel 84, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beslissing van de Regering van 15 september 2006 betreffende het Fonds voor voorschotten op subsidies voor de culturele operators onder contract met de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor het jaar 2007 kent het « Fonds Ecureuil » hoogstens op 19 januari 2007 geldvoorschotten toe aan de aanvrager die aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

1° erkend worden overeenkomstig het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

2° tenminste over een principieel akkoord beschikken van de Minister van Cultuur voor een programmaovereenkomst, een overeenkomst of een erkenning voor het kalenderjaar 2007;

3° over geen enkele subsidie beschikken van de Franse Gemeenschap die als waarborg gegeven wordt aan één of andere derde;

4° geen partij zijn bij een geschilprocedure die tot een storting kan leiden van de subsidie toegekend door de Franse Gemeenschap of tot de toekenning van haar bedrag aan een derde;

5° op zijn erewoord verklaren dat de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 3° en 4°, van dit artikel bereikt worden bij de indiening van de aanvraag;

6° het formulier in overeenstemming met het model gevoegd bij dit besluit, verspreid in de sector van de Podiumkunsten en voorgesteld op de website van de Algemene Dienst voor de Podiumkunsten (<http://www.artscene.cfwb.be>), behoorlijk te hebben ingevuld en ingediend bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap hoogstens op 20 oktober 2006.

De Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap kijken na of deze voorwaarden vervuld zijn.

Art. 2. De voorschotten toegekend door het « Fonds Ecureuil » dekken slechts de eerste jaarlijkse onvoorwaardelijke schijf van de subsidie van de Franse Gemeenschap, niet geïndexeerd, waarover de aanvrager beschikt voor het begrotingsjaar 2007.

De voorschotten worden door het « Fonds Ecureuil » toegekend binnen de perken van de hulpmiddelen waarover het op 31 december 2006 beschikt.

Art. 3. De Minister van Cultuur deelt, uiterlijk op 15 januari 2007, op basis van een gedetailleerde lijst, de rechthebbenden op het voorschot en het bedrag hiervan voor elk van hen aan het Fonds mee.

De Minister van Cultuur legt voorafgaandelijk deze lijst voor advies aan de Inspectie van Financiën voor.

Art. 4. De Franse Gemeenschap zal het « Fonds Ecureuil » de voorschotten die toegekend werden aan de rechthebbenden en de rentevoeten die daaruit voortvloeien, terugbetalen.

De Franse Gemeenschap betaalt tevens en uiterlijk op 31 december 2007 het volgende terug :

1° het voorschot, door middel van de subsidie die aan de rechthebbende toekomt ten gevolge van een administratieve en begrotingscontrole, door de aanrekening van het bedrag van het voorschot op de organisatie-afdeling 21 van de algemene uitgavenbegroting;

2° de rentevoeten die voortvloeien uit het voorschot, door de aanrekening van hun bedrag op de organisatie-afdeling 85 van de algemene uitgavenbegroting.

Art. 5. De rentevoeten die voortvloeien uit de voorschotten toegekend door het « Fonds Ecureuil », worden berekend op basis van de volgende formule :

$$\text{Bedrag van de subsidie} \times \text{Rentevoet} \times \frac{\text{Aantal dagen}}{360}$$

Het « Bedrag van de subsidie » is het bedrag bepaald op basis van artikel 2, eerste lid, van dit besluit.

De « Rentevoet » is de interbancaire referentierentevoet (Euribor basis 360) die vastgesteld is twee werkdagen vóór het begin van het voorschot; die overeenstemt met de werkelijke duur van het voorschot; die bepaald wordt per interpolatie in voorkomend geval; die beperkt wordt tot 3 decimalen; waarvan een marge van 0,06 % afgetrokken wordt.

Het « aantal dagen » is het werkelijk aantal dagen van het toegekende voorschot.

Art. 6. De Regering zal dit dispositief voor 31 december 2007 evalueren.

Art. 7. Dit besluit heeft uiterlijk met ingang van 1 januari 2006.

Art. 8. De Minister van Begroting en de Minister van Cultuur worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 januari 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA
De Vice-Président en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN
De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 999

[2007/200621]

25 JANVIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision des plans de secteur de Liège et de Huy-Waremme en vue de l'inscription d'une zone d'extraction pour l'implantation d'une bande transporteuse, d'une zone d'extraction, de zones de services publics et d'équipements communautaires, dont une marquée de la surimpression "C.E.T." ainsi que de zones d'espaces verts, d'une zone forestière et d'une zone agricole sur le territoire des communes de Flémalle, Engis, Amay et Saint-Georges-sur-Meuse

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 42 et 46 tels que modifiés par le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant le plan de secteur de Liège et l'arrêté royal du 20 novembre 1981 établissant le plan de secteur de Huy-Waremme;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 décidant la révision des plans de secteur de Liège et de Huy-Waremme et adoptant l'avant-projet de révision de plan de secteur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction pour l'implantation d'une bande transporteuse, d'une zone d'extraction, de zones de services publics et d'équipements communautaires, dont une marquée de la surimpression "C.E.T." ainsi que de zones d'espaces verts, d'une zone forestière et d'une zone agricole à Flémalle, Engis, Amay et Saint-Georges-sur-Meuse;

Considérant que le décret-programme de relance économique et de simplification administrative, entré en vigueur le 11 mars 2005, a sensiblement modifié la procédure de révision des plans de secteur; que ces nouvelles dispositions entraînent diverses conséquences pour le présent dossier;

Considérant que le contenu de l'étude d'incidences relative à l'avant-projet de révision du plan de secteur adopté le 1^{er} avril 2004, telle que prescrite par l'article 42 du code en vigueur à l'époque, et le cahier spécial des charges ont été adoptés le 12 mai 2004;